Volontariat et Agenda 2030 : une étude inédite présentée par France Volontaires

France Volontaires, la plateforme française des engagements volontaires et solidaires à l'international, dont fait partie le Défap, vient de présenter aux acteurs du volontariat et du développement une étude menée avec une dizaine d'organisations-membres sur la contribution du volontariat international d'échange et de solidarité (VIES) à l'Agenda 2030, le programme de développement durable à l'horizon 2030 élaboré par l'ONU.



Il existe depuis l'origine une relation étroite entre mission et diaconie : l'une des premières réalisations des missionnaires de la SMEP, l'ancêtre du Défap au XIXème siècle,

était bien souvent l'implantation d'une école. Et un certain nombre d'ONG qui se sont développées dans le domaine de l'humanitaire trouvent leurs origines ou leur inspiration dans des mouvements chrétiens. Voilà qui explique la diversité des acteurs avec lesquels le Défap est amené à travailler aujourd'hui.

Le travail du Défap est un travail en réseau. Qu'il ait lieu en France ou à l'étranger, il ne peut exister que grâce aux liens noués et entretenus avec de nombreux partenaires : des Églises, tout d'abord, puisqu'entretenir des relations entre communautés protestantes au près comme au loin est la vocation première du Service protestant de mission ; un riche milieu associatif, ensuite, puisque ces relations ne peuvent exister sans que se développent des actions et des projets en commun – et que ces projets relèvent souvent de l'éducation, du développement ou de la santé ; les pouvoirs publics, enfin, qui fixent le cadre nécessaire à ces relations et ces partenariats, et définissent les statuts des personnes amenées à travailler à l'étranger.

Le volontariat, un «levier puissant» face aux grands défis de l'époque

Dans ce cadre, le Défap est un acteur à part entière de la solidarité internationale, à l'expertise reconnue, et membre de diverses plateformes au sein desquelles il travaille en commun avec des ONG dont les problématiques recoupent les siennes. Parmi ces plateformes, France Volontaires occupe une place majeure. Plateforme française des Volontariats internationaux d'échange et de solidarité, et opérateur du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, elle réunit l'État, des collectivités territoriales et des associations autour d'une mission d'intérêt général : le développement et la promotion des engagements volontaires et solidaires à

l’international. L’association met en place des formations, des accompagnements, pour aider les personnes désireuses de s’engager dans du volontariat international. Un réseau d’espaces volontariat dans de nombreux pays en Amérique Latine, Afrique et Asie accompagne sur le terrain les volontaires.



Cette plateforme, qui existe depuis près d’une douzaine d’années (sous sa forme actuelle, du moins ; mais depuis plus de 40 ans en réalité, puisqu’elle avait été créée en 2009 sur le socle de l’Association Française des volontaires du Progrès), ne se contente pas d’agir sur le terrain : elle fait aussi de la prospective, et s’efforce de promouvoir le rôle des volontaires internationaux dans les grands enjeux du monde contemporains. En particulier, elle souligne le poids de leur engagement dans ces secteurs cruciaux que sont le développement et la solidarité internationale. Ce mercredi 26 mai, elle a ainsi présenté aux acteurs du volontariat et du développement les résultats de son étude «Volontariat international d’échange et de solidarité, quelle contribution à l’Agenda 2030 ?». Cette étude a été menée avec une dizaine d’organisations-membres de France Volontaires, avec pour objectifs d’observer la contribution du volontariat international d’échange et de solidarité (VIES) à l’Agenda

2030, et d’en développer une méthode d’analyse. Elle s’intéresse plus particulièrement à l’ODD4 (« Éducation pour tous ») avec un focus sur Madagascar, et a été développée en deux temps : une enquête par questionnaire auprès des volontaires internationaux, puis une enquête par entretiens auprès d’acteurs des VIES à Madagascar.

Qu’est-ce que l’Agenda 2030 ?

En septembre 2015, les 193 États membres de l’ONU ont adopté le programme de développement durable à l’horizon 2030, intitulé Agenda 2030. C’est un agenda pour les populations, pour la planète, pour la prospérité, pour la paix et par les partenariats. Il porte une vision de transformation de notre monde en éradiquant la pauvreté et en assurant sa transition vers un développement durable. Au cœur de l’Agenda 2030, 17 Objectifs de développement durable (ODD) ont été fixés. Ils couvrent l’intégralité des enjeux de développement dans tous les pays tels que le climat, la biodiversité, l’énergie, l’eau, la pauvreté, l’égalité des genres, la prospérité économique ou encore la paix, l’agriculture, l’éducation, etc. Le quatrième objectif (ODD4), auquel faisait plus spécifiquement référence l’étude présentée ce mercredi par France Volontaires, vise à garantir l’accès à tous et toutes à une éducation équitable, gratuite et de qualité à travers toutes les étapes de la vie, en éliminant notamment les disparités entre les sexes et les revenus. Il met également l’accent sur l’acquisition de compétences fondamentales et de niveau supérieur pour vivre dans une société durable. L’ODD4 appelle aussi à la construction et à l’amélioration des infrastructures éducatives, à l’augmentation du nombre de bourses d’études supérieures octroyées aux pays en développement et du nombre d’enseignants qualifiés dans ces pays.

Les volontaires sont le visage humain du développement durable. Le Secrétaire général des Nations unies l’a reconnu

dans son rapport de synthèse de décembre 2014 : ces derniers constituent «un levier puissant et transversal de la mise en œuvre des Objectifs de développement durable».

Appel à témoins !

En 2021 le Défap fête ses 50 ans. Et pour que cet anniversaire ne soit pas qu'une simple commémoration, nous avons besoin de vous : anciens envoyés prêts à partager leur témoignage et à dire ce que leur mission pour le Défap a changé dans leur vie, paroisses prêtes à accueillir ces témoins… Nous voulons vous mettre en relation et enclencher une dynamique pour que ce Cinquantenaire soit aussi l'occasion de rencontres dans toutes les régions. Contactez-nous !



La sagesse populaire est riche d'expressions imagées, qui trouvent leur forme dans les proverbes. Des expressions dont l'apparente simplicité va parfois chercher au plus profond, au plus caché de la nature humaine ou de notre rapport au monde.

Il n’est pas anodin que l’un des livres de la Bible ait pris justement cette forme et ce titre de «Proverbes»… Et s’ils semblent parfois contradictoires, les associer peut alors déboucher sur de nouvelles images d’une richesse inattendue. «Il n’y a que les montagnes qui ne se rencontrent pas», nous dit l’un ; or, un autre (inspiré, précisément, d’une parole de Jésus rapportée dans les Évangiles) nous assure justement que «la foi déplace les montagnes»…

Voilà ce qu’est la mission ! La mission est déplacement ; la mission est rencontre, et, au-delà de la rencontre elle-même, elle est foi mise en action qui permet de ***mettre en relation même ce qui était destiné à ne jamais se rencontrer***. Elle permet de déplacer toutes nos montagnes, de réduire les distances géographiques, historiques ou culturelles, de créer des ponts là où n’existaient que des précipices.

Depuis cinquante ans, le Défap a été catalyseur de telles rencontres ; aussi, à l’occasion des célébrations de notre Cinquantenaire, nous faisons appel à vous. Vous, anciens envoyés du Nord et du Sud qui avez vécu la rencontre à travers le Défap ; vous, paroisses qui êtes prêtes à recueillir aujourd’hui leurs témoignages.

Manifestez-vous !

Vous, qui avez été ***envoyés un jour, hier ou avant-hier, depuis la France ou de l’étranger*** ; vous qui avez largué les amarres pour vivre la rencontre, le partage, la fraternité en tant qu’enseignant·e, animateur·rice, personnel médical, agronome, technicien·ne, ingénieur·e, pasteur·e, étudiant·e, groupe de jeunes, paroisse… ***votre expérience nous intéresse !*** Nous avons besoin de vous ! Nous l’avons entendu de plusieurs d’entre vous, votre vie n’aurait pas été la même sans cet «envoi en mission». Cette expatriation a été fondatrice de vos existences. Votre regard sur les gens, sur les choses, sur le monde a changé. Alors, si la rencontre vous a déplacés durablement, ***osez partager votre témoignage***, avec ses ombres

et ses lumières ! ***D’autres ont besoin de le découvrir…*** des jeunes… et des moins jeunes aussi !

Parce que nous souhaitons que ce Cinquantenaire puisse être l’occasion de rencontres dans toutes les régions, nous proposons à d’anciens envoyés du nord et du sud, et à des paroisses, de se rencontrer. Que ces rencontres soient en présentiel, en visio ou épistolaires, l’idée est de découvrir ensemble les richesses des expressions de foi, des cultures et des parcours des uns et des autres. Pour cela, nous avons besoin de ***l’accord d’un maximum de personnes pour témoigner ou recueillir un témoignage*** afin de vous mettre en contact.

Par ailleurs, nous souhaitons aussi partager des ***témoignages sur les réseaux sociaux*** durant les 50 jours entre Pâques et la Pentecôte. Pour cela, aussi, ***nous avons besoin que d’anciens envoyés se portent volontaires pour que nous puissions les contacter***. Alors, que vous soyez d’ancien(ne)s envoyé(e)s ou des paroisses, si vous voulez participer à cette aventure du Cinquantenaire du Défap, inscrivez-vous ci-dessous :

○Monsieur○Madame

Votre nom Votre E-mail

Votre relation avec le Défap

Envoyer

Assassinat d’Éric de Putter :

la justice française rend un non-lieu

L’enseignant et théologien français, envoyé par le Service protestant de mission, avait été assassiné au Cameroun le 8 juillet 2012. Un article publié par l’hebdomadaire Réforme le 13 janvier 2021



Palais de justice de Paris © Benh LIEU SONG, licence creative commons, Wikimedia Commons

L’enseignant et théologien français, envoyé par le Service protestant de mission, avait été assassiné au Cameroun le 8 juillet 2012.

Le tribunal judiciaire de Paris a rendu une ordonnance de non-lieu dans l’affaire portant sur le meurtre d’Éric de Putter, jeune théologien assassiné en juillet 2012 sur le campus de l’Université protestante d’Afrique centrale (Upac), à Yaoundé

au Cameroun.

Le juge d'instruction, qui enquêtait sur cette affaire depuis 2012, avait adressé une demande d'entraide pénale aux autorités camerounaises, précisent les avocats Apolline Cagnat et William Bourdon, qui représentent la famille d'Éric de Putter. Mais après de "multiples relances" et malgré l'accord de coopération judiciaire signé entre la France et le Cameroun, cette demande est restée lettre morte.

Dénonciations de corruption

"Ce refus catégorique des autorités camerounaises d'exécuter la demande d'entraide a empêché l'autorité judiciaire française de mener les investigations utiles, et donc d'identifier les responsables de l'assassinat d'Éric de Putter, détaillent les avocats. Personne ne pouvant être poursuivi, le juge d'instruction n'a eu d'autre choix que de rendre une ordonnance de non-lieu."

Pour les proches du jeune théologien, envoyé par le Service protestant de mission (Défap), Éric de Putter a été assassiné pour avoir dénoncé à plusieurs reprises le fonctionnement de l'université. "Nous pensons que ce refus de coopérer, en violation donc de l'accord de coopération judiciaire, trouve sa source dans les dénonciations de corruption au sein de l'Upac par Éric de Putter avant son décès, qui d'évidence sont à l'origine de son assassinat, soutiennent les avocats. La diplomatie française a été interpelée à plusieurs reprises. Nous nous interrogeons nécessairement sur le fait qu'un tel refus puisse être ainsi a priori laissé sans suite et donc sur les démarches et actions qui ont pu être celles de la France pour convaincre le Cameroun de coopérer, et tout simplement donc d'exécuter une convention dont il est signataire."

Ne pas oublier

Au Défap, on confie toujours travailler à "garder vive" la mémoire de ce drame "pour ne pas oublier". "Le Défap a

toujours souhaité se constituer partie civile dans cette affaire, non pour se substituer à la famille, mais pour que la justice française n'abandonne pas le dossier en arguant de trop nombreuses difficultés, confie Basile Zouma, son secrétaire général depuis juillet 2019. Mais la justice française nous l'a refusé."

Avant sa mort, Éric de Putter avait formulé des critiques virulentes contre l'Upac, et plus spécifiquement contre le climat de corruption qui y régnait. Le Défap collabore toujours avec l'université aujourd'hui, pour des raisons qu'explique son secrétaire général : "C'est une question que nous avons prise très au sérieux, car la corruption est en effet endémique au Cameroun, indique Basile Zouma. Mais si nous avions coupé les ponts, nous aurions abandonné à la vindicte les individus qui luttent de l'intérieur pour la justice et pour une société plus égalitaire. Nous avons décidé de continuer à soutenir leur combat, qui est essentiel."

Le manque d'éléments nouveaux

Reste que pour la famille et les proches du théologien protestant, cette décision judiciaire tombe comme une nouvelle désillusion. "Ce non-lieu ne met pas un terme à la possibilité d'identifier un jour les responsables de l'assassinat d'Éric de Putter, déclarent toutefois maître Apolline Cagnat et maître William Bourdon. Mais il faudrait que des éléments nouveaux apparaissent pour conduire à la réouverture de l'enquête."

Par Louis Fraysse

Pourquoi partir en mission aujourd’hui ?

On ne part plus en mission au XXIème siècle comme au XIXème : conditions matérielles, environnement politique, relations d’Églises, tout a changé. Pour autant, partir en mission avec le Défap, cinquante ans après sa création, reste un moment tout aussi riche pour les envoyés qui en font l’expérience, et un élément fondamental dans les relations entre Églises. Des envoyés du Défap témoignent.



Photo de groupe des envoyés du Défap, lors de la session de formation de juillet 2019 © Défap

En cinquante ans, les modalités d’engagement à l’international

dans le milieu des Églises ont beaucoup évolué. Au moment de la création du Défap, en 1971, l'image du missionnaire de la SMEP appartenait déjà au passé ; pour autant, les relations par-delà les frontières et les envois de personnes n'ont pas cessé. Les statuts ont beaucoup changé, de la figure du coopérant international dans le cadre du service militaire, à celle de l'envoyé sous statut de Volontaire de Solidarité Internationale ; et les motivations, elles aussi, ont évolué.

Les missions que propose aujourd'hui le Défap pour des volontaires voulant partir à l'étranger s'inscrivent ainsi dans le cadre de relations établies de longue date avec des Églises présentes dans de nombreux pays – notamment en Afrique. Ces missions sont très diverses, impliquant donc différents cadres juridiques et différents statuts pour ceux qui partent : on trouve ainsi non seulement des VSI, mais aussi des Services Civiques, et même des pasteurs… Les objectifs ne sont pas les mêmes et les attentes sont très différentes ; les missions sont en fait co-construites avec les Églises partenaires, répondant à des besoins sur place.

Au-delà de cet aspect de solidarité internationale et de relations entretenues entre Églises, les missions sont, pour les envoyés du Défap qui les vivent, des moments riches de rencontres et dont eux-mêmes sortent transformés. Des moments qui les poussent à interroger leurs propres certitudes, leur vision du monde, et qui contribuent par la suite à infléchir leur parcours de vie.

Alors, pourquoi partir en mission aujourd'hui ? Les envoyés du Défap répondent :

Covid-19 : le volontariat, une réponse durable à la crise sanitaire

Chaque année, le 5 décembre, la Journée internationale des volontaires met en lumière l'engagement des volontaires et leur contribution aux objectifs de développement durable. En 2020, l'accent porte sur leur mobilisation en réponse à la crise sanitaire. 64% des volontaires internationaux interrogés par France Volontaires estiment que le volontariat permet de répondre à cette crise sans précédent. Comment se sont-ils adaptés à ce contexte particulier et comment se sont-ils engagés ?

La Journée internationale des volontaires



© *France Volontaires Togo*

La Journée internationale des volontaires (JIV) célèbre chaque année le volontariat et reconnaît la contribution des volontaires à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) aux échelles locales, nationales et internationales.

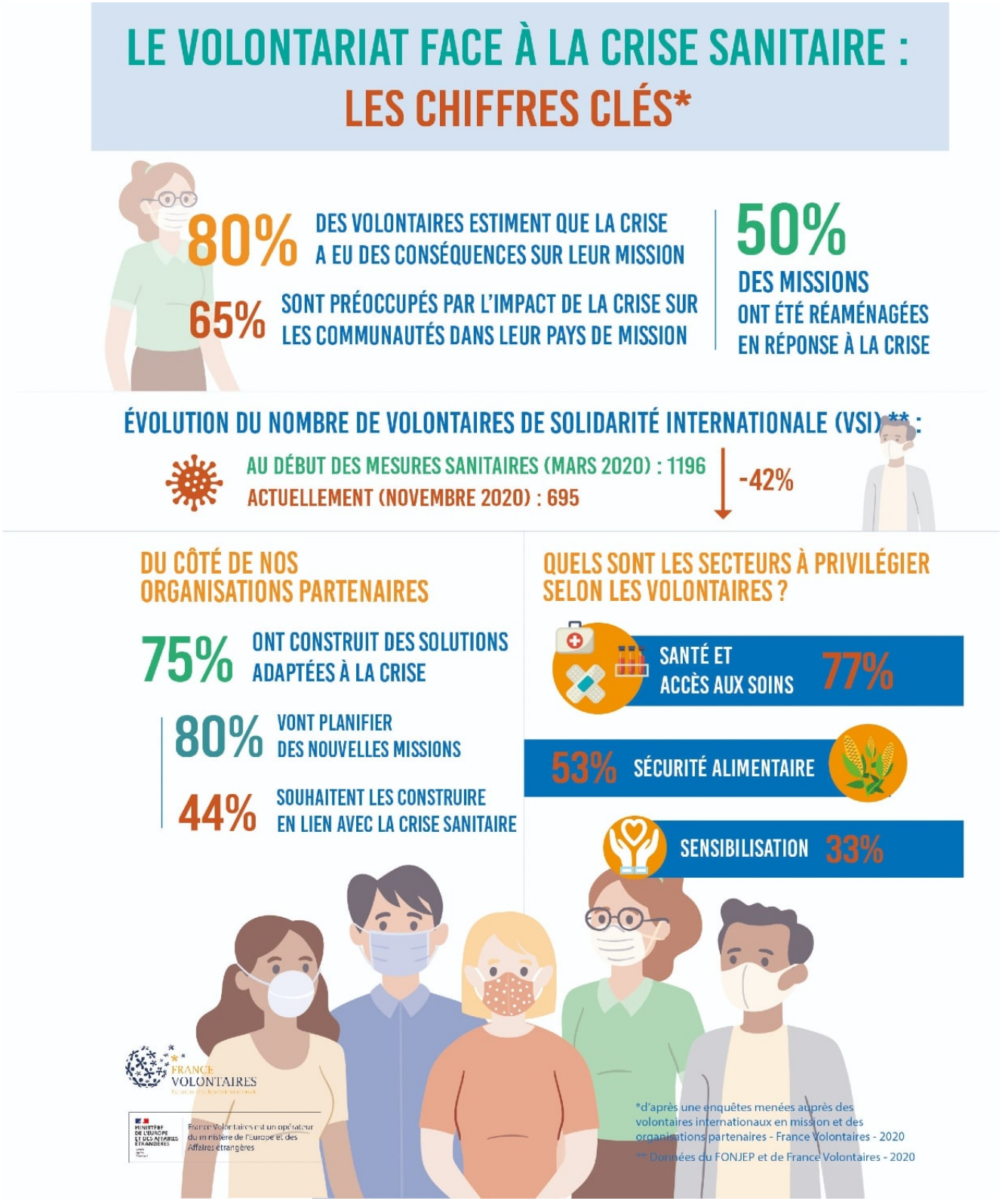
Le thème de cette année « ***Together we can through volunteering*** » célèbre l'engagement des volontaires et leur impact pendant cette période trouble de crise sanitaire. Retrouvez ici la liste des événements organisés par France Volontaires en lien avec la JIV.

Le volontariat permet à toutes les personnes de jouer un rôle concret et positif dans la société. En cela, le volontariat renforce la solidarité, l'inclusion et la cohésion, et promeut les valeurs de coopération et de réciprocité.

Volontaires et crise sanitaire :

les chiffres clés d’une étude de France Volontaires

Afin de mieux comprendre l’impact de la crise sanitaire sur les missions des volontaires, France Volontaires a lancé une **large consultation** auprès des volontaires et des structures l’été dernier. Sans surprise, 80 % des volontaires estiment que la crise a eu des conséquences sur les objectifs de leur mission et leur réalisation (36 % « oui beaucoup, » 43 % « oui, un peu »). 34% des missions ont pu être maintenues en présentiel, 55% en s’adaptant à distance. Seules 10% des missions ont dû s’arrêter/prendre fin. A noter, la **moitié des missions** ont été réaménagées ou réorientées pour **répondre explicitement à la crise sanitaire**.



Des volontaires en première ligne

Dans cette enquête, ***65 % des volontaires ont indiqué être particulièrement préoccupés par l'impact de la crise sur les communautés dans leur pays de mission.***

Dans le cadre de leur mission et parfois aussi sur leur temps personnel, nombreux sont ceux qui se sont impliqués dans la réponse à la crise sanitaire : distribution de vivres et de kits d'hygiène, actions de sensibilisation, coordination de projet…

Parmi les multiples initiatives, citons :

- *En **Tunisie**, dix volontaires en service civique (Club Culturel Ali Belhouane envoyés par Cieux de Mahdia et du Commissariat régional de la jeunesse de Mahdia envoyés par le département de Loire-Atlantique) se sont mobilisés pour la campagne régionale de collecte des dons à Tunis et à Mahdia, inscrite dans le cadre de la lutte contre la propagation du Covid-19, mais aussi en s'impliquant en matière de sensibilisation du grand public sur les mesures sanitaires, d'hygiène et de distanciation sociale.*
- *Au **Cambodge**, c'est en khmer, la langue de leur pays d'accueil, que les volontaires ont choisi de s'exprimer dans leur spot vidéo de sensibilisation aux gestes barrières. Voir la vidéo*
- *Au **Pérou**, à l'initiative de France Volontaires, les volontaires français et péruviens ont également participé à une campagne de sensibilisation sur les réseaux sociaux intitulée « Je reste à la maison ». Voir la page Facebook*
- *Au **Vietnam**, deux volontaires de solidarité internationale de l'Ecole des psychologues praticiens, psychologues de formation, animent une cellule de soutien psychologique à distance auprès des autres volontaires basés en Asie. Lire l'actualité dédiée*
- *Au **Brésil**, grâce à la cagnotte lancée par Fidesco, des denrées alimentaires et des kits d'hygiène ont été distribués à 130 jeunes mamans soutenues par le projet « Sonho de Mae » (« Rêve de maman ») et leurs familles. Aux côtés de deux autres volontaires Fidesco, Mathilde*

en tant que coordinatrice de projets, accompagne ces jeunes filles (âgées de moins de 22 ans), leur accorde une écoute bienveillante, coordonne les formations qui leur sont dispensées et assure la logistique de l'association. En raison de la pandémie, l'association a adapté ses missions afin de répondre aux besoins de ces jeunes mères en grande précarité.

Et aussi les témoignages vidéo de :

- *Raphaël, volontaire de solidarité internationale, directeur du Samu social de Pointe-Noire au **Congo***
- *Sabine, volontaire de solidarité internationale au **Liban**, a monté une action en faveur d'un groupe de femmes originaires du Sierra Leone et victimes d'abus.*
- *Alice, VSI auprès de la Croix-Rouge française aux **Comores***
- *Séverine et Diana, volontaires en service civique au **Vanuatu** puis auprès de la Croix-Rouge française en **Nouvelle-Calédonie***

Par ailleurs, les volontaires ont pu être au plus près de solidarités nouvelles ou amplifiées par la crise. 59% d'entre eux disent avoir été témoins de formes de solidarités nouvelles ou existantes mais révélées pendant la crise ou marquées par un changement d'échelle : 57% à l'initiative ou organisées par les citoyen-ne.s eux-mêmes, 53% par des associations locales ou au sein des communautés. Plus d'un tiers des volontaires ont pu y prendre part.

Une coopération entre les acteurs renforcée

*Face à la crise sanitaire, les organisations ont réuni leurs forces et ont souvent apporté des réponses concertées. Un chiffre en témoigne : **75 % des organisations interrogées affirment avoir travaillé avec d'autres acteurs** pour*

construire des réponses adaptées face à la crise (38 % ont répondu « oui, tout à fait » et 37 % « oui, plutôt »). 79 % d'entre elles estiment que cette collaboration s'est traduite par la mise en commun d'informations sur les situations locales et 45 % ont aussi répondu que cette collaboration a donné lieu à la mise en œuvre de projets communs. En voici quelques exemples :

- *Au **Congo**, France Volontaires s'est associée au Programme des Volontaires des Nations Unies et au Réseau des Acteurs du Volontariat et de la Solidarité Internationale (RAVSI) pour lancer un projet s'inscrivant dans le plan national de riposte contre la Covid. Le projet « Mask4all » allie formation, distribution de masques et sensibilisation. Dix couturières ont été formées et pas moins de 2 500 masques ont été fabriqués puis offerts à 1 200 habitants de Brazzaville.*
- *Au **Cameroun**, le projet « All against Covid-19 » a notamment réuni France Volontaires, l'Ambassade de France au Cameroun, les volontaires des Nations Unies et le Réseau des acteurs du volontariat et de la solidarité internationale (RAVSI Cameroun), autour d'actions de formation, de sensibilisation et de distribution de kits d'hygiène dans les 4 régions d'implantation du RAVSI. Avec d'ores et déjà des résultats : les 80 associations du RAVSI ont été formées aux mesures de prévention de la Covid et sont désormais capables de contribuer à la veille permanente contre la COVID, 5 000 personnes ont été sensibilisées aux gestes barrières, 5 000 personnes vulnérables ont reçu des masques réutilisables, 100 familles ont bénéficié de sceaux à eau avec robinet.*
- *Au **Burkina Faso**, France Volontaires a financé la mission d'un volontaire national au profit du Programme national de volontariat du Burkina Faso. La mission de ce volontaire ? Participer à la communication sur la lutte contre la Covid-19 et en particulier sur l'action des*

volontaires.

- *En **Guinée** aussi, France Volontaires a participé aux activités de la plateforme Stop Covid-19. Cette plateforme, constituée de 42 structures (ONG, associations et groupements), a pour but de sensibiliser les populations de Conakry. France Volontaires a ainsi financé la mission d'un volontaire national pour la coordination de la plateforme et a également mobilisé deux volontaires européens du projet AVENIR sur les volets formation et organisation afin de renforcer les capacités des structures de la plateforme.*
- *Au **Togo**, les acteurs du projet AVENIR ont également réaménagé leurs activités vers la riposte à la crise sanitaire : distribution de kits sanitaires et de vivres, actions de sensibilisation et de formation… 2 500 ménages ont bénéficié des distributions de kits sanitaires et/ou alimentaires, 300 personnes ont participé aux activités de formation, et plus de 3 000 personnes ont été sensibilisées aux gestes barrières. En savoir plus*

  Le projet AVENIR – Action des volontaires européens et nationaux investis pour la résilience est un projet financé par l'Union européenne et piloté par France Volontaires.
- *Au **Tchad**, plusieurs actions ont été menées avec le réseau des anciens volontaires nationaux. Parmi elles, une distribution de gel hydroalcoolique et de masques pour les candidats au baccalauréat du plus grand lycée de N'Djaména. Afin de pallier l'absence de moyens permettant aux jeunes de passer les épreuves dans le respect des gestes barrières, France Volontaires Tchad et le Programme de Volontariat des Nations-Unies ont collaboré pour apporter 2000 masques et du gel hydroalcoolique aux personnes (étudiants, surveillants, policiers) entrant dans l'enceinte du bâtiment. Des volontaires du PVNU et du RAVN ont participé à cette distribution.*

Le volontariat, une réponse durable à la crise sanitaire et ses conséquences

64 % des volontaires estiment que le volontariat est un dispositif adapté à la riposte, en particulier si les acteurs sont bien préparés, si les volontaires ont des compétences en gestion de crise et à condition distinguer les domaines de l'humanitaire et du volontariat tout en les rendant complémentaires.

A plus long terme, ils estiment que les champs d'action prioritaires à investir en termes de renforcement des capacités de résilience face à cette crise sont : le ***système de santé*** *et l'****accès aux soins*** *(77 %), la* ***sécurité alimentaire*** *(53 %), la* ***sensibilisation*** *(33%) mais aussi le développement de l'agriculture locale et l'organisation communautaire.*

Même retour du côté des organisations : près de 80 % (78% pensent en planifier, 19 % « ne savent pas ») d'entre elles pensent planifier de nouvelles missions et 48% d'entre elles souhaitent les construire en lien avec la crise sanitaire.

France Volontaires présentera début 2021 un rapport d'analyse complet de sa démarche de consultation du secteur du volontariat sur les impacts de la crise et les leçons à tirer des adaptations et évolutions constatées en terme de développement des partenariats, de solutions technologiques à mobiliser, d'articulation entre différents types d'engagements, de nouvelles formes de solidarité. La plateforme pourra ainsi, en lien avec ses membres et ses partenaires, adapter ses réponses aux prochaines situations de crise et irriguer ses actions de développement de l'engagement citoyen à l'international.

Pour l'heure, la reprise progressive des envois de volontaires

permet de redonner du souffle aux acteurs de l'engagement et des perspectives à ceux et celles qui souhaitent s'engager dans des missions solidaires et responsables.

En savoir plus :

Des témoignages de volontaires sur l'adaptation à la crise :

- *Trois volontaires en service civique envoyés par la Guilde : Meïlie au Cambdoge, Wendy en Equateur et Louise aux Philippines qui ont poursuivi leurs activités malgré le confinement*
- *Regarder le témoignage vidéo de Louise, volontaire en service civique envoyée par La Guilde, à l'Alliance française de Buenos Aires en Argentine*
- *Corentin, volontaire de solidarité internationale à Brazzaville, envoyé par la DCC auprès d'un centre accueillant des enfants de la rue*

Lire aussi « Crise sanitaire : France Volontaires et son réseau international pleinement mobilisés »

À propos de France Volontaires :

France Volontaires est la plateforme française des volontariats internationaux d'échange et de solidarité. Opérateur du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, elle réunit l'Etat, des collectivités territoriales et des associations autour d'une mission d'intérêt général : le développement et la promotion des engagements volontaires et solidaires à l'international. Elle est présente en France (hexagonale et Outre-mer) et dans 23 pays avec son réseau des Espaces Volontariats, en Afrique, en Amérique latine et aux Caraïbes, et en Asie.

Contact :

service.communication@france-volontaires.org

Lucie MORILLON, directrice du pôle Etudes, communication et plaidoyer : lucie.morillon@france-volontaires.org – 06 75 86 99 70



Être volontaires pour changer le monde, c'est primordial !

Tous les ans, le 5 décembre, la Journée internationale des volontaires, la «JIV», met en lumière les volontaires du monde entier et leur contribution à la réalisation des Objectifs de développement durable. À cette occasion, le CLONG Volontariat, plateforme d'ONG dont le Défap fait partie, lance un appel : face aux incertitudes du monde actuel, confronté à une crise inédite, la solidarité internationale par le volontariat est plus que jamais nécessaire.



Vue d'une session retour des envoyés du Défap © Défap

Le 5 décembre, c'est la journée internationale des volontaires. À cette occasion le **CLONG Volontariat** salue le courage de tous les volontaires engagés dans le monde, auprès de leurs partenaires, pour un monde plus juste et solidaire. Malgré la période d'incertitude et d'inquiétude que nous vivons, ils et elles poursuivent autant que possible leur engagement plus que jamais nécessaire.

La crise inédite que le monde traverse depuis maintenant un an nous bouscule toutes et tous et nous invite à nous interroger sur les dysfonctionnements de notre monde.

Questionnant à la fois nos certitudes et nos modes d'organisation, cette crise sanitaire, sociale, économique et écologique, nous oblige à agir différemment, à penser différemment. Elle rend plus urgente que jamais la recherche des voies permettant de faire vivre la solidarité internationale et de préserver une Terre habitable pour toutes

et tous.

En ce 5 décembre, **Journée Internationale des Volontaires**, le message que nous souhaitons porter plus haut et plus fort est de dire que la solidarité internationale par le volontariat est primordiale !

Par l'ouverture au monde et à l'interculturel, le volontariat est une réponse à la tendance au repli sur soi. Par le temps long qu'il nécessite sur le terrain et par les ponts qu'il crée entre sociétés civiles, il est une réponse à la marchandisation de certaines politiques de développement. Par l'engagement désintéressé et collectif qu'il suppose, il est une réponse à l'individualisme rampant. Par les parcours qu'il permet d'accomplir, il est une réponse au manque de perspectives des jeunes ici en France. Par le pouvoir d'agir qu'il renforce en étant au plus proche des populations aux 4 coins du monde, il est une réponse aux carences démocratiques que nous vivons. Par toutes les valeurs et les principes qu'il porte avec les populations locales et les partenaires, il est une réponse aux crises que nous vivons.

Permettre l'engagement de chacune et chacun, à tout âge de la vie, au service d'une solidarité internationale à visage humain, portée par des acteurs locaux ici et là-bas et soutenue par les pouvoirs publics nationaux, c'est primordial !

Le CLONG-Volontariat réunit depuis plus de 40 ans les acteurs du volontariat et porte haut cette vision d'une solidarité internationale faite d'engagements humains et de coopération entre les acteurs ici et là-bas.

Comité de liaison des ONG de Volontariat

*Créé en 1979, le **CLONG-Volontariat** est une association de loi 1901. Le collectif est indépendant et rassemble 12 associations concernées par l'envoi de volontaires en mission de coopération au développement ou d'urgence humanitaire dans les pays en développement hors Union européenne. Il s'agit des acteurs suivants :*

- **ATD Quart Monde terre et homme de demain.**
- **Service protestant de mission – Défap**
- **CEFODE coopération et formation au développement.**
- **DCC délégation catholique pour la coopération.**
- **DSF douleurs sans frontières.**
- **Envol Vert.**
- **FIDESCO.**
- **France volontaires.**
- **GREF groupement des éducateurs sans frontières.**
- **IFAID Aquitaine.**
- **Fédération Handicap International.**
- **SCD service de coopération au développement.**

Retour de mission à l'heure du Covid-19

Pour cette année 2020, c'est une «session retour» inhabituelle qui s'est tenue du 3 au 4 octobre au 102 boulevard Arago, à l'heure où les préoccupations sanitaires liées à la pandémie de Covid-19 influent fortement sur les possibilité de se déplacer à l'étranger.



La photo de groupe de la session retour 2020 © Défap

Ils étaient onze, ces 3 et 4 octobre, à participer à la «session retour» 2020 des envoyés du Défap : un rendez-vous organisé chaque année au cours du premier week-end d'octobre, faisant écho à la «formation au départ» qui se déroule, elle, au cours du mois de juillet. Ils revenaient de Madagascar, du Cameroun, de Tunisie et même d'Inde (à travers les «associations portées» auxquelles le Défap apporte un soutien administratif et en termes de formation) : en tout, une demi-douzaine de pays, dans lesquels ils et elles étaient partis pour assurer des missions dans les domaines de la santé, de l'enseignement… Avec une caractéristique qui aura largement marqué cette année 2020 : la pandémie de Covid-19 et les restrictions prises partout dans le monde pour l'endiguer.

Pour cette session 2020, la première spécificité aura donc été le retour anticipé des envoyés : les participants réunis les 3 et 4 octobre au 102 boulevard Arago avaient ainsi eu le temps de commencer leur réadaptation et de préparer la suite de leur parcours. Deuxième spécificité : les mesures sanitaires, qui après avoir marqué la période de la fin des missions et celle

du retour en France, se seront aussi invitées lors des échanges, avec les masques de protection… Si les envoyés de retour ont été invités, comme lors de chacune des sessions d'octobre, à présenter leur mission, ils se sont aussi impliqués dans la réalisation d'une vidéo destinée à servir d'outil de communication du Défap.

Une expérience qui marque une vie… avec ou sans Covid

Car si les mesures sanitaires sont aujourd'hui la contrainte la plus visible qui pèse sur les engagements à l'international (les déplacements demeurent limités, certaines frontières restent fermées ou rouvrent au compte-gouttes, et les programmes d'envoi ont dû intégrer l'incertitude de l'évolution de ces mesures), la pandémie de Covid-19 ne doit pas masquer les changements profonds qu'a connu, au fil des années, le contexte dans lequel se situe l'engagement du Défap. Et précisément, les participants de la «session retour» ont fait part de leur conviction qu'il est toujours utile et pertinent de s'engager à l'international avec le Défap. Ce

qu’ils ont découvert sur leurs lieux de mission, au sein des Églises ou des structures liées aux Églises qui les accueillaient, c’est la richesse d’un apprentissage interculturel réciproque, loin de toute relation néo-colonialiste ou post-coloniale. Au bout de cinquante ans d’échanges, partir avec le Défap reste toujours autant d’actualité. Et reste une expérience toujours aussi formatrice, ainsi qu’un moment fort susceptible de marquer toute une vie…



Un aperçu des échanges lors de la session retour 2020 © Défap

Ces anciens envoyés pourront d’ailleurs revenir prêter main-forte au Défap et apporter leur témoignage dans d’autres contextes. Pour garder le contact, Laura Casorio, responsable du service Relations et Solidarités Internationales, a ainsi évoqué la prochaine rencontre des acteurs chrétiens de la solidarité internationale, prévue les 13 et 14 novembre prochains à Sainte-Foy-Lès-Lyon, et la prochaine course solidaire «Hope 360», qui se tiendra fin avril à Valence : deux événements organisés par le collectif Asah, dont fait

partie le Défap. Lors de la première édition de «Hope 360», qui avait eu lieu il y a un an presque jour pour jour, en octobre 2019, le Défap avait ainsi fait appel à d'anciens envoyés pour soutenir le projet qu'il présentait : le soutien à un hôpital de Bafia, au Cameroun, appartenant aux œuvres de santé de l'Église Presbytérienne Camerounaise… Florence Taubmann, pour le service «Animation France», a évoqué pour sa part deux moments clés pour lesquels les anciens envoyés pourront être à nouveau sollicités par le Défap : les «Ateliers de la Mission», prévus en avril prochain (sachant que la dimension de l'interculturel aura nécessairement une importance croissante dans la manière dont se vivra la Mission de demain), et les 50 ans du Défap.

À noter toutefois que si les mesures sanitaires liées à la pandémie de Covid-19 ont pu précipiter le retour d'envoyés qui devaient normalement revenir en France au cours de l'année, le Défap a encore des envoyés en mission longue, sous statut VSI (Volontaires de Solidarité Internationale) ou bien pasteurs, dans plus d'une douzaine de pays. Dans leur cas, frontières fermées ou pas, la mission se poursuit.

«Partager la mission d'une manière innovante»

Dans quel cadre s'inscrivent les envois de personnes au Défap ? Comment sont construits les projets dans lesquels ils s'inscrivent ? Quelles sont les relations avec les Églises d'accueil ? En repartant de l'opération Hope 360, organisée à Valence en octobre

dernier par le collectif Asah pour faire la promotion de l'engagement chrétien à l'international, la dernière émission «Courrier de mission», présentée par Valérie Thorin sur Fréquence Protestante, a exploré les diverses facettes de l'envoi : solidarité internationale, découverte mutuelle et relations d'Églises. Avec comme invitée Laura Casorio, responsable du service Envoyés.



Photo de groupe des envoyés du Défap, lors de la session de formation de juillet 2019 © Défap

Derrière le week-end «Hope & Go 360» organisé les 19 et 20 octobre derniers à Valence, c'est tout un collectif qui était mobilisé : Asah, réseau de trente ONG d'inspiration chrétienne, agissant dans l'urgence, le développement, le plaidoyer, l'environnement ou la solidarité. Le Défap en est membre, aux côtés d'associations comme ADRA, Artisanat SEL, la

Fondation La Cause, Medair… Une vingtaine d'associations et organisations de solidarité internationale étaient inscrites, portant des projets aussi divers que l'accès à l'éducation, aux soins, l'accompagnement de victimes d'abus… Ce grand rendez-vous visait avant tout, comme le souligne dans cette émission Laura Casorio, responsable du service Envoyés du Défap, à «partager la mission d'une manière innovante». Et permettre de donner un éclairage différent sur l'engagement chrétien à l'international. Au-delà de l'aspect ludique, sportif et de recueil de fonds de «Hope 360», le deuxième rendez-vous de ce week-end, «Go 360», représentait une occasion de rencontre entre des jeunes intéressés par l'engagement, la mission à l'étranger, mais cherchant encore des pistes pour concrétiser. Les associations présentes lors de ce week-end, dont le Défap, animaient des stands d'information, avec des événements spéciaux et des rencontres.

Gros plan sur les envoyés du Défap

Courrier de mission du 23 octobre 2019.

Émission animée par Valérie Thorin sur Fréquence Protestante

Une information nécessaire pour bien cerner aujourd'hui les enjeux de l'engagement chrétien à l'international. Comme l'indique Laura Casorio au micro de Valérie Thorin, les missions que propose aujourd'hui le Défap pour des volontaires voulant partir à l'étranger s'inscrivent dans un cadre général, qui est celui de relations établies de longue date avec des Églises présentes dans de nombreux pays – notamment en Afrique. Ces missions sont très diverses, impliquant donc différents cadres juridiques et différents statuts pour ceux qui partent : il y a des VSI (Volontaires de Solidarité Internationale), des Services Civiques, et même des pasteurs… Les objectifs ne sont pas les mêmes et les attentes sont très différentes ; les missions sont en fait co-construites avec les Églises partenaires, répondant à des besoins sur place ; et ces missions elles-mêmes ne sont qu'un des aspects des

relations entretenues avec ces Églises. Le Défap soutient ainsi des projets, notamment de santé ou d'enseignement, peut aider à financer des structures ; les volontaires (les «envoyés» dans la terminologie du Défap) partent souvent pour jouer un rôle dans ces projets… Mais de même qu'il envoie, le Défap accueille aussi : c'est le cas de nombreux boursiers, qui viennent en France pour des recherches universitaires ou des formations, et qui seront souvent amenés par la suite à jouer un rôle important dans leurs Églises d'origine.

Quels que soient le cadre d'envoi et le statut des envoyés, le Défap est très attentif à la fois au recrutement et à la formation de celles et ceux qui seront amenés à partir en mission. D'où l'obligation pour tous de participer à une session de formation, qui est organisée chaque année dans la première partie du mois de juillet, et qui constitue, avec l'accompagnement dont bénéficient tous les candidats au départ, une des marques distinctives du Défap.

Session retour : revenir… et après ?

La session retour 2019 des envoyés du Défap s'est tenue au 102 boulevard Arago du 4 au 6 octobre. Une dizaine de volontaires de retour en France après avoir achevé leur mission étaient sur place. Ils étaient partis sous statut de VSI, de service civique, ou même en tant que pasteur… Ces trois journées leur ont permis de faire le point sur leur mission, d'évoquer ensemble ce qu'ils avaient vécu sur place… et de préparer l'avenir.



Photo de groupe de la session retour d'octobre 2019 © Défap

Jours de joie et jours de galère, moments partagés avec les partenaires sur place, moments de victoire en cours de mission, mais aussi moments de stress, de doute, de solitude… L'expérience de l'envoi en mission de solidarité internationale est toujours décapante. Elle pousse à des remises en question, change les perspectives que l'on peut avoir sur le monde, sur soi-même et sur l'avenir que l'on cherche à construire… Elle pose aussi la question de l'engagement lui-même, de son utilité, de sa durée, du cadre dans lequel il s'exerce…

C'est justement parce que tout envoyé qui part sera nécessairement confronté à de l'inconnu, à des expériences et à des rencontres qui auront un impact profond, que le Défap prépare soigneusement les envois en mission. C'est l'objectif des sessions qui se déroulent chaque année dans la première

partie du mois de juillet. Elles constituent non seulement une obligation légale pour le Défap, mais aussi un préalable indispensable à tout départ de volontaire. De la même manière, les retours doivent être préparés. Avec le même sérieux et la même minutie : car on rentre nécessairement changé de l'expérience du volontariat. Il n'est pas question de revenir simplement prendre sa place dans son milieu social ou familial, dans ses études ou sa vie professionnelle : faute de quoi, le risque est grand de connaître un «choc du retour», rendant la réinstallation plus difficile que le départ lui-même. Un phénomène qui est de plus en plus pris en compte lors de séjours de longue durée, y compris dans le cadre d'études : les Canadiens, pionniers en la matière, commencent à y préparer leurs étudiants. «Les voyageurs savent qu'une adaptation est nécessaire quand ils partent à l'étranger, et c'est ce dépaysement qu'ils recherchent. Cependant, plusieurs présument que le retour se fait facilement, alors que la réintégration demande aussi une période d'adaptation. Ce décalage entre les attentes au retour et la réalité peut provoquer un ensemble de symptômes qui font partie de ce qui est appelé le choc du retour», détaille ainsi l'Université québécoise Laval.

Replacer chaque projet individuel dans un projet collectif

Ce qui est vrai pour des étudiants partant pour un échange entre universités l'est d'autant plus pour des volontaires partant pour une mission de solidarité internationale. Avec en outre des problématiques spécifiques de réintégration au retour de la mission : retrouver un logement, redémarrer un cursus d'études, trouver un emploi… Toutes ces problématiques sont abordées au cours de la traditionnelle «session retour» des envoyés du Défap, qui se déroule chaque année début octobre. Un moment clé de la vie du Défap, au même titre que la session de formation elle-même.

Chacune de ces sessions réunit les envoyés revenus de mission en cours d'année. Ceux-ci ont d'abord droit à une session de «débriefing» individuel, avant de participer à cette rencontre. En cette année 2019, elle s'est tenue du 4 au 6 octobre dans les locaux du Défap et a réuni une dizaine d'envoyés : certains partis sous statut de VSI, de service civique, ou même en tant que pasteur… L'occasion, tout d'abord, d'échanger entre eux sur leurs expériences : ces sessions représentent en effet l'un des rares moments de leur mission durant lesquels les envoyés, dispersés durant des mois entre l'Égypte, le Cameroun, l'Océan Indien… ont la possibilité de se retrouver ensemble et de partager une expérience commune. Ces «sessions retour» sont aussi l'occasion de préparer l'avenir, savoir comment «atterrir» dans une famille, un milieu social, une société française qui ont continué à évoluer pendant leur absence avec de nouvelles problématiques, de nouvelles préoccupations. Elles permettent enfin de replacer chaque projet individuel dans un projet collectif : car chacune de ces aventures vécue par les envoyés a été rendue possible par un cadre et par des relations établies de longue date entre le Service protestant de mission et ses partenaires. Il s'agit donc de faire en sorte que cette

expérience du volontariat ne se limite pas à une parenthèse, ni pour les envoyés eux-mêmes, qui doivent pouvoir la valoriser dans la suite de leur parcours, ni pour le Défap, pour lequel ils peuvent désormais, après avoir joué le rôle d'envoyés, endosser celui de témoins.

Vous pouvez retrouver **l'album photo complet de cette session ici**, sur la **page Facebook du Défap**.



Un des moments de la session retour d'octobre 2019 © Défap

Savoir partir, savoir revenir

En cette fin de semaine se tient au Défap la traditionnelle session retour des envoyés, organisée tous les mois d'octobre. Elle réunit une douzaine de participants. L'occasion pour eux de se retrouver et d'échanger sur ce qu'ils ont vécu ; mais aussi de préparer la suite, à la fois pour se réinstaller en France, et pour trouver les manières de poursuivre leur engagement. De manière à ce que cette expérience, forte, du volontariat, ne se résume pas dans leur vie à une parenthèse.



Photo de groupe de la session retour d'octobre 2018 © Défap

L'enjeu du volontariat international est double : il s'agit, dans un premier temps, de savoir s'adapter à un pays, un milieu, une culture, des manières de communiquer et de travailler qui diffèrent radicalement de tout ce qu'on a pu connaître auparavant. Et dans un deuxième temps, de savoir

revenir… c’est-à-dire retrouver un pays, une famille, des amis qui auront évolué ; sachant que l’on rentre soi-même profondément transformé de l’expérience du volontariat. Il ne faut donc pas négliger ce «choc du retour», sous peine de rendre la réinstallation plus difficile que le départ lui-même…

C’est tout l’enjeu des «sessions retour» que le Défap organise régulièrement début octobre au 102 boulevard Arago, et qui réunissent des envoyés ayant achevé leur mission. La session 2019 se déroule du 4 au 6 octobre, et réunit une douzaine de participants. Moments de partage, moments de «debriefing», ces sessions doublent, en quelque sorte, les sessions de formation au départ qui sont organisées, elle, chaque mois de juillet. On y retrouve, là encore, aussi bien des Volontaires de Solidarité Internationale (VSI) que des services civiques ; tous revenus au cours des dernières semaines de Madagascar, du Cameroun et des autres pays dans lesquels le Défap a des partenariats et des missions à pourvoir, que ce soit dans le domaine de la santé ou dans celui de l’enseignement.

Donner des clés, préparer la suite

Ces «sessions retour» ne se substituent pas aux entretiens individuels qui sont organisés peu après le retour de chaque envoyé ; mais elles permettent un partage d’expérience entre anciens volontaires en cours de réinstallation en France, et elles permettent aussi de donner des clés. Comment valoriser cette période de volontariat, à la fois sur le plan personnel, pour poursuivre des études ou préparer la suite d’un parcours professionnel, et sur le plan de l’engagement, de manière à lui permettre de se décliner à plus long terme et à ne pas perdre le contact avec le Défap ? Comment concilier projet individuel et collectif ? Comment, au bout du compte, les envoyés de retour peuvent-ils devenir témoins ?

L’objectif étant, finalement, de permettre que cette expérience du volontariat ne se résume pas, pour celles et

ceux qui l'ont vécue, à une parenthèse dans leur vie ; de trouver comment l'exprimer, en faire un atout. Dans tous les cas, l'expérience du volontariat est de celles que l'on n'oublie pas. Avec ses rencontres, ses difficultés, ses coups de cœur et ses coups de cafard ; et tout ce que l'on apprend, qui change le regard sur soi et sur les autres. Autant de choses qu'il est important de partager…



Travaux de groupes dans le jardin lors de la session retour 2018 des envoyés du Défap © Défap

Moments de joie, de découverte, de découragement, d'accomplissement… et les souvenirs déjà, ceux qui sont encore à l'état brut, ceux sur lesquels les envoyés ont commencé à prendre du recul : la session retour est un moment clé de la vie du Défap, l'une des rares périodes au cours desquelles les envoyés ont véritablement l'occasion de se retrouver en groupe et d'échanger. Un moment qui va au-delà du simple bilan, ou des conseils de réinstallation…

Christophe Cousinié, un pasteur aux extrémités de la terre

Au Défap, on forme des envoyés pour travailler à des missions d'enseignement ou de santé… mais pas seulement. Outre les services civiques et les VSI, le Défap envoie également des pasteurs. Exemple avec Christophe Cousinié, actuellement en poste au sein de l'Église Protestante de La Réunion, dans une vidéo diffusée sur le blog « Pasteur du Dimanche », et sur « Regards Protestants ».



Christophe Cousinié et son épouse Caroline, pasteure elle aussi, lors de la formation des envoyés du Défap © Défap

Les envoyés sont, depuis toujours, l'un des aspects les plus visibles des activités du Défap. La session de formation qui

se déroule tous les ans en juillet est d'ailleurs un moment charnière de l'année pour toute la vie de la maison. Mais cette visibilité ne signifie pas nécessairement que tous les enjeux de l'envoi de personnes sont bien perçus.

Derrière ces envois, il y a en fait des relations, entretenues sur le long terme ; et ce sont elles qui rendent ces départs possibles. Ces relations sont établies de longue date dans un réseau d'Églises, à la fois en France (parmi les Églises constitutives du Service Protestant de Mission, à savoir l'Église Protestante Unie de France, l'Union des Églises Protestantes d'Alsace et de Lorraine, et l'Union Nationale des Églises Protestantes Réformées Évangéliques de France) et dans de nombreux pays. Ce réseau d'Églises qui va aujourd'hui de l'Afrique à l'Amérique latine, de l'Océan Pacifique à l'Océan Indien, et dont la constitution remonte à la SMEP (Société des Missions Évangéliques de Paris), a été formalisé en 1971 par la création de la Cevaa (Communauté d'Églises en Mission), née en même temps que le Défap, et où le Défap entretient une grande partie de ses relations. Sachant que depuis 1971, d'autres partenariats ont été établis au fil du temps, que ce soit avec d'autres communautés d'Églises (comme la Ceeefe, la Communauté d'Églises francophones), avec des fédérations (comme la Fédération Protestante de France), avec des services missionnaires (comme l'ACO, Action Chrétienne en Orient) ou avec des Églises (comme l'EPA, l'Église Protestante Africaine). Sans oublier les relations entretenues en France même, à la demande des Églises constitutives du Défap, avec des Églises que l'on dit parfois «issues de l'immigration» faute de terme plus adéquat : dépendantes à l'origine d'Églises-mères au Cameroun, au Congo ou à Madagascar, elles ont pu parfois prendre de l'autonomie au point de lancer leurs propres projets missionnaires, à la fois ici, et là-bas…

Des relations au long cours

Ce sont toutes ces relations tissées et entretenues au fil du

temps qui sont en fait réactivées à chaque nouveau départ d'envoyé, à chaque échange de personnes. Ces relations vivent à travers des projets ; et bien souvent, les envoyés viennent ensuite aider au fonctionnement des projets. Une coopération avec telle Église pourra déboucher sur la création d'un dispensaire, d'une école ; et des envoyés du Défap viendront y prêter main-forte pour donner des cours ou pour soigner. Voilà comment naissent, au sein d'un milieu d'Églises, des activités liées à la santé ou à l'enseignement – activités laïques quoiqu'exercées dans un milieu d'Église.

Mais le Défap n'envoie pas que des services civiques ou des VSI (Volontaires de Solidarité Internationale) : dans le cadre de ces relations entre Églises, il envoie aussi des pasteurs, dont la mission, non plus laïque mais clairement liée à la vie spirituelle de l'Église, est alors d'annoncer l'Évangile. C'est le cas de Christophe Cousinié, qui a suivi la formation des envoyés en juillet 2019 au Défap avec son épouse Caroline, pasteure elle aussi ; tous deux sont depuis en poste au sein de l'Église Protestante de La Réunion. L'EPR est membre à la fois de la Cevaa et de la Ceeefe ; en France, elle a des liens étroits avec l'EPUdF. Retrouvez ci-dessous le premier témoignage de Christophe Cousinié, diffusé en vidéo à la fois sur le blog ***Pasteur du Dimanche***, et sur le portail ***Regards Protestants***.

Caroline et Christophe Cousinié, l’engagement pastoral en couple

Des jeunes actifs ou des étudiants qui font une pause dans leurs études, des personnalités engagées de longue date à l’international… Les profils des futurs envoyés du Défap, qui se rencontrent et vivent deux semaines ensemble lors de la session de formation organisée chaque mois de juillet à Paris, sont multiples. Il y a aussi des pasteurs… Rencontre avec Christophe et Caroline Cousinié, un couple pastoral qui s’apprête à partir à La Réunion.



Caroline et Christophe Cousinié lors de la session 2019 de la formation des envoyés du Défap © Défap

Que représente pour vous ce poste pastoral que vous vous apprêtez à occuper à La Réunion ?

Christophe Cousinié : C'est tout à la fois un projet personnel et familial, et une autre manière de vivre notre ministère : ailleurs, dans un autre contexte. Nous sommes tous deux pasteurs de l'EPUdF (l'Église Protestante Unie de France), nous partons pour l'Église Protestante de La Réunion (EPR) ; c'est une Église de tradition luthéro-réformée proche de l'EPUdF, mais avec d'autres repères, d'autres cultures. Pour moi, c'est aussi un peu une manière de prolonger la formation Emouna que j'ai eu l'occasion de suivre il y a deux ans [*formation interreligieuse à la laïcité, aux institutions républicaines et aux grands projets de société inaugurée en 2016 par Sciences Po, NDLR*]. Ce poste pastoral, je le vois un peu comme une nouvelle période de formation, avec un ministère très différent de ce que nous avons pu vivre tous deux jusqu'à présent, de nouveaux publics, une forte dimension des relations interreligieuses, et des cultures à découvrir : il y a notamment une forte présence malgache… Et au-delà du travail

lié à la vie quotidienne de l'Église, au-delà d'un pôle local de la FPF (Fédération protestante de France) à dynamiser, il y aura un grand projet à accompagner : la construction du centre Martin-Luther-King (*un projet soutenu par le Défap*).

Caroline Cousinié : Nous apprécions beaucoup la dimension sociale, diaconale dans l'Église. Il y aura aussi bien sûr de l'inattendu, des rencontres… et ce qui est important pour nous en tant que pasteurs, c'est qu'il y aura une reconnaissance de notre ministère à deux. Nous avons deux profils différents, deux sensibilités, deux approches de notre ministère, et nous sommes complémentaires : c'est un atout dans ce genre de contexte, et ce sera intéressant dans le cadre de relations avec d'autres Églises qui ne reconnaissent pas toujours le ministère pastoral féminin.

Quel a été votre parcours jusqu'à présent ?

Caroline Cousinié : En ce qui me concerne, je suis jeune pasteure : j'ai occupé mon premier poste pastoral au sein de l'EPUdF à la Porte des Cévennes. Avant ça, j'ai pas mal voyagé : j'ai même fait un tour du monde en solitaire, sac au dos, après mes études de théologie. J'avais envie de rencontrer d'autres gens, d'autres manières de vivre la foi. De retour en France, j'ai eu l'occasion de travailler pendant un an dans une Maison d'Enfants à Caractère Social (MECS) ; j'y ai eu un rôle d'éducatrice spécialisée auprès de mineurs isolés et sans papiers.

Christophe Cousinié : Après mes études à la Faculté de théologie protestante de Montpellier, et une année passée au Québec, j'ai débuté mon ministère pastoral en Ariège. Puis j'ai été appelé à diriger une maison de quartier à Toulouse, avec beaucoup d'actions d'alphabétisation, d'accueil de sans-papiers… Et plus récemment, nous sommes partis en famille dans le Piémont des Cévennes.

Que vous ont apporté ces deux semaines que représente la

session de formation des envoyés du Défap ?

Caroline Cousinié : D'abord, des rencontres : avec les autres envoyés, dont nous avons pu apprécier toute la diversité ; avec, aussi, les formateurs, dont certains peuvent questionner, inviter au déplacement.

Christophe Cousinié : Quand on se retrouve avec les autres futurs envoyés du Défap, on se sent déjà un peu missionnaire, surtout en pensant à tous ceux qui sont passés dans ces mêmes lieux au cours de l'histoire de cette maison… Pour des pasteurs, c'est déjà une invitation à mieux comprendre ce qu'implique cette dimension missionnaire d'aujourd'hui. Et cette période de formation, avec l'accent qui est mis sur la dimension de l'interculturalité, nous permet de mieux intégrer l'idée qu'on va partir, sortir des habitudes… sortir de sa zone de confort. Au-delà de cet aspect, passer quelques jours au Défap permet de mieux en percevoir l'identité, de mieux comprendre la vie de la maison : c'est un lieu de passage permanent, on y croise toujours quelqu'un qui vient d'ailleurs…

L'île de La Réunion et l'EPR

L'île de La Réunion est un département d'Outre-mer situé dans l'Océan indien à 700 kms à l'est de Madagascar. La population (872 000 habitants) est particulièrement métissée. Elle est composée de personnes issues de Madagascar, d'Afrique, d'Inde, de Chine, d'Europe. Du point de vue religieux, l'île est à 85% catholique, 7% hindouiste, 2% musulmane. Les protestants représentent moins de 1% de la population et se répartissent entre évangéliques et luthéro-réformés.

L'Église protestante de La Réunion est membre de la Cevaa-Communauté d'Églises en mission et de la Ceeefe-Communauté d'Églises protestantes francophones, membre associée de la FPF. Elle dispose de deux postes pastoraux et travaille sur deux pôles, un à Saint-Denis dans le nord de l'île, et un dans le sud où doit être construit le futur centre communautaire Martin-Luther-King, avec le soutien du Défap et de la Cevaa. Elle rassemble environ 500 personnes.